



BURKINA FASO

**15<sup>ème</sup> session de la Conférence générale  
de l'Organisation des Nations Unies pour  
le Développement Industriel  
(Lima, 2-6 décembre 2013)**

\*\*\*\*\*

**Déclaration de  
Monsieur Patiendé Arthur KAFANDO  
Ministre de l'Industrie, du Commerce et de  
l'Artisanat  
03 décembre 2013**

**Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,  
Monsieur le Directeur général de l'ONUDI,  
Distingués délégués,**

**Madame la Présidente,**

Je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude, ainsi que celle de la délégation du Burkina Faso, au gouvernement et au peuple du Pérou, pour avoir bien voulu abriter cette conférence, ainsi que pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée à Lima.

Permettez-moi ensuite, **Madame la Présidente**, de vous adresser nos vives félicitations, pour votre élection à la présidence de cette Session. Nos vœux de succès vous accompagnent. Soyez assurée de notre pleine et entière coopération.

Enfin, il me plaît de noter que cette session se tient sous le signe du changement à la direction générale de l'Organisation ; je saisis l'opportunité que m'offre cette tribune pour réitérer les vives félicitations du Burkina Faso à Monsieur **Li YONG**, et l'assurer de notre total soutien dans l'exercice de son mandat.

Je félicite son prédécesseur, Monsieur **Kandeh YUMKELLA**, dont le leadership a permis à l'ONUDI de maintenir ses objectifs au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Puisse-t-il connaître le même succès dans ses nouvelles fonctions.

**Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs,**

Cette 15<sup>ème</sup> session de la Conférence générale se tient dans un contexte difficile. En effet, la crise multiforme et multidimensionnelle sans précédent - économique, financière, environnementale, énergétique - dans laquelle nous vivons depuis quelques années, a fortement ébranlé les fondamentaux de nos économies, parfois même les fondements de certains de nos Etats. De nombreux acquis en matière de

développement sont ainsi menacés, et plusieurs objectifs de développement, convenus sur le plan international, notamment les Objectifs du millénaire pour le développement, devront certainement être reportés.

Sortir de cette crise majeure exige des dirigeants que nous sommes, d'une part une vision politique claire, d'autre part un engagement ferme et immédiat à nous doter des voies et moyens nécessaires à sa concrétisation.

Des politiques nationales vigoureuses en matière d'industrialisation, et une coopération internationale soutenue en la matière, devraient constituer les composantes essentielles de cette vision.

Sous-tendues par la réalité et l'urgence des besoins, la forte augmentation des prestations fournies par l'ONUDI, conjuguée à une demande sans cesse croissante de celles-ci de la part des Etats durant les exercices 2011 et 2012, témoignent de la pertinence de cette approche.

C'est le lieu de féliciter l'ONUDI, qui a su maintenir son rôle de leader dans ce domaine, et de l'encourager à continuer à promouvoir cette unique expertise. Nous sommes convaincus que le « Développement industriel inclusif et durable » (ISID) que nous venons d'adopter sera à cet égard la feuille de route idéale, y compris pour la formulation des objectifs du développement post-2015.

L'Afrique y accorde une importance particulière, car, à l'heure du bilan, c'est elle qui enregistre les plus faibles taux de réalisation des OMD. De même, elle suivra avec une attention soutenue, l'opérationnalisation de l'approche innovante que propose l'ONUDI, à travers « La Nouvelle Stratégie Opérationnelle pour l'Afrique ».

Les besoins de l'Afrique sont réels, et ses attentes grandes. Ils le sont d'autant plus que, faut-il le rappeler, ce continent compte le plus grand nombre de ces pays en situation particulière que sont les pays les moins avancés (PMA). Pour cette raison, nous en appelons à la mise en œuvre diligente et efficace des grands axes prioritaires définis dans

le Programme d'Action d'Istanbul en faveur des PMA pour la décennie 2011-2020, dont l'objectif est de créer pour eux également, les conditions d'un véritable développement durable.

**Madame la Présidente,  
Distingués délégués,**

Je voudrais réitérer la reconnaissance et la gratitude du Burkina à l'ONUDI, pour la qualité de notre coopération. Nous sommes dans le processus d'opérationnalisation d'un nouveau Programme Pays que nous avons signé le 30 novembre 2013 ici à Lima avec monsieur LI YONG. Ce programme a été conçu sur les principes de l'appropriation et de la concertation et sera une partie intégrante du référentiel de développement du Burkina Faso qu'est la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD). En particulier, et en tant que pays essentiellement agricole, le Burkina attend beaucoup de ce Programme, notamment dans les domaines de l'agrobusiness et de l'agro-industrie.

De même, l'emploi, le renforcement des capacités, la promotion des investissements, de la croissance, et en général, la lutte contre la pauvreté, en constituent des axes majeurs.

Je lance ici un appel à tous nos partenaires au développement, afin qu'ils soutiennent ce programme. Ils l'ont fait du précédent, et nous leur en sommes infiniment reconnaissants.

Pour sa part, le Burkina Faso a adopté les politiques et engagé les réformes nécessaires pour créer les conditions d'un développement durable et équitable. Il en est ainsi, à titre illustratif : de l'instauration d'un dialogue permanent et inclusif à tous les niveaux, dont la rencontre annuelle Gouvernement-secteur privé ; des mesures de soutien aux PME/PMI ; de l'amélioration du climat des affaires, y compris le cadre juridique et réglementaire ; des mesures de lutte contre le renchérissement du coût de la vie ; de celles visant à renforcer le pouvoir d'achat ; du soutien au secteur de l'énergie...

Malgré tout, de nombreux défis demeurent, notamment dans des domaines tels que ceux de l'énergie, de la mobilisation des ressources, du renforcement des capacités, de la promotion et de la participation d'un secteur privé encore embryonnaire, et de la coopération régionale.

**Madame la Présidente,**

L'interdépendance et la solidarité internationales ne sont plus des options. Nos destins individuels et collectifs sont désormais liés par la mondialisation. Nous n'avons donc plus d'autre choix que de renforcer la coopération internationale, y compris la coopération sud-sud, la coopération triangulaire et la coopération régionale.

A cet égard, et dans le domaine de l'industrialisation, nous reconnaissons tous que l'ONUDI a une importante partition, un rôle central à jouer. Dès lors, notre responsabilité en tant qu'Etats membres est de lui donner les moyens des missions que nous lui avons fixées.

Dans ce contexte, la disponibilité, en qualité et en quantité, des moyens humains, sera cruciale. Le Burkina Faso voudrait ici, solennellement, saluer l'engagement et le professionnalisme du personnel de notre organisation, et l'encourager à persévérer. Plus que jamais, ces femmes et ces hommes dévoués ont besoin de notre reconnaissance, mieux, de notre soutien.

Sur ce, je souhaite plein succès à nos travaux.

**Je vous remercie.**